

L'ÉCONOMIE DU VOTE DANS LES PAYS EN TRANSITION
D'EUROPE DE L'EST

Première Version,
Mai 2003

Eric Dubois^{*}, Christine Fauvelle-Aymar[♦], Martial Foucault[^] et Abel François[•]

^{*} Université Paris I et Laboratoire d'Economie Publique (LAEP), eric.dubois@univ-paris1.fr

[♦] Université Paris I et Laboratoire d'Economie Publique (LAEP), cfauvell@univ-paris1.fr

[^] Université Paris I et Laboratoire d'Economie Publique (LAEP), foucault@univ-paris1.fr

[•] Université Nancy II et Laboratoire d'Economie Publique (LAEP), abel@univ-paris1.fr

Laboratoire d'Economie Publique, Maison des Sciences Economiques 106/ 112 bd de l'Hôpital
75647 Paris Cedex 13

1. Introduction

Depuis maintenant quinze ans, les pays d'Europe de l'Est connaissent une transition à la fois économique et politique. Les économistes se sont principalement attachés à expliquer l'interdépendance entre les deux formes de transition, notamment l'incidence des institutions politiques sur les réformes économiques (voir Detheir et al. [1999], de Melo et al. [2001]). Pour autant, peu d'études ont cherché à tester les interactions à un niveau individuel entre l'économique et le politique pour ces pays. Et plus précisément, il existe peu d'analyses concernant l'impact des conditions économiques sur les choix politiques et électoraux. Or un corpus théorique et empirique important s'est développé concernant les déterminants économiques des comportements de vote ou de soutien politique, qui concerne principalement les démocraties occidentales. Il est alors intéressant de tenter d'appliquer et de comparer ces études aux pays en transition d'Europe de l'Est du fait d'une spécificité *a priori* du fonctionnement du processus électoral de ces pays et du mouvement de leur économie.

Sur le plan électoral, l'une des particularités de ces pays est la présence de partis communistes ou plus largement de partis politiques en relation avec la période précédant la transition. Or ces partis n'ont pas seulement un rôle de sortant (ou d'opposition) mais jouent également le rôle de « valeur refuge ». Ils sont ceux vers qui les électeurs parfois se tournent pour contester non pas simplement le sortant, et exprimer des préférences politiques, mais plus largement les mutations économiques engendrées par la transition. Il s'agira d'examiner, dans cet article, dans quelle mesure cette particularité de la scène politique des pays de l'est est observable par l'intermédiaire des fonctions de vote appliquées à ces pays.

Après un rappel des fondements théoriques des fonctions de vote (section 2), leur application aux pays en transition de l'Europe de l'Est est envisagée (section 3), ce qui permet de mettre en évidence l'apport de cette étude tant dans la construction de son champ d'analyse économétrique (section 4) que dans ses résultats (section 5).

2. Les fonctions de vote : l'interaction entre conditions socio-économiques et comportement électoral

L'objet des fonctions de vote est d'étudier les déterminants des résultats électoraux. Ces études partent de l'hypothèse de responsabilité qui indique que les électeurs jugent les gouvernants responsables de la situation générale du pays, aussi bien sur le plan socio-économique que politique. En d'autres termes, les électeurs adoptent un comportement rétrospectif et sanctionnent le gouvernement sortant en ne lui accordant pas leur vote lorsque la situation générale est considérée comme défavorable. Inversement, lorsque la situation est jugée bonne, l'électeur récompense le gouvernement sortant en votant de nouveau pour lui. La littérature sur les fonctions de vote admet deux grandes catégories de facteurs explicatifs des résultats électoraux : les facteurs économiques et les facteurs politiques, bien que les recherches se soient majoritairement concentrées sur ceux d'ordre économique.

2.1. Le vote économique

Deux grands indicateurs économiques (les "big two" d'après Nannestad et Paldam [1994]), l'inflation et le chômage, sont considérés dans la littérature comme les principaux déterminants économiques des résultats électoraux. De mauvais résultats en matière de chômage et d'inflation réduisent considérablement les chances de réélection du sortant.

Globalement, on constate que ces variables expliquent environ un tiers des changements dans les résultats électoraux. D'autres variables ont été introduites dans les fonctions de vote à la place ou en complément de ces deux indicateurs comme le taux de croissance de l'économie ou des variables de revenu (comme le revenu disponible des ménages)... Il s'avère en fait que le choix de la variable explicative est à la fois guidée par d'éventuels problèmes de disponibilité des données¹ mais également par les hypothèses retenues concernant le comportement des électeurs. Ainsi, les deux principales questions étudiées dans la littérature sur les fonctions de vote sont

celles de savoir si les électeurs sont sociotropiques ou égocentriques et quel est leur éventuel degré de myopie.

Les électeurs sont égocentriques lorsque leur décision électorale dépend de leur bien-être personnel tandis qu'ils sont sociotropiques lorsqu'ils jugent les sortants en fonction de la situation économique générale du pays. Les études empiriques sur ce sujet tendent à conclure que les électeurs seraient plutôt sociotropiques mais le résultat est parfois différent dans certains pays (Lewis-Beck et Paldam [2000]). L'un des arguments avancés pour expliquer le sociotropisme des électeurs est le fait qu'en examinant leur situation personnelle, il leur est difficile de savoir dans quelle mesure elle peut être attribuée à l'action du gouvernement (qu'elle soit positive ou négative d'ailleurs)². La situation personnelle des agents est influencée par de trop nombreux facteurs pour que l'électeur puisse en attacher la seule responsabilité au gouvernement.

Le degré de myopie des électeurs renvoie quant à lui à l'horizon temporel de la décision électorale. Lorsque les électeurs jugent la situation économique, considèrent-ils les résultats récents (c'est-à-dire la situation des six derniers mois voire de la dernière année) ou regardent-ils plus loin en arrière ? Les études empiriques concluent généralement que les électeurs sont plutôt très myopes et ne considèrent rarement des résultats datant de plus d'un an.

L'une des dernières conclusions que l'on peut mentionner concernant le vote économique est celle de l'asymétrie des rancœurs ("*the grievance asymmetry*") qui traduit le fait que les électeurs réagissent plus intensément aux variations négatives de la situation macroéconomique qu'aux variations positives.

2.2. Les facteurs politiques et institutionnels

Bien que la littérature se soit principalement concentrée sur les déterminants économiques du vote, rares sont les auteurs qui considèrent que l'économie est la seule force qui gouverne les

¹ Notamment lorsqu'on considère les résultats électoraux au niveau local. Sur les problèmes méthodologiques soulevés par les fonctions de vote, voir Dubois et Fauvelle-Aymar (2003).

résultats électoraux. De nombreux autres facteurs influencent la décision électorale des électeurs. On pourrait ainsi citer pour les élections récentes en France, les problèmes d'insécurité, de l'Europe, de l'immigration, des affaires. On peut également mentionner la lassitude envers le parti au pouvoir, le mode de scrutin... Le problème est que ces facteurs qui sont tout aussi importants que les facteurs économiques, sont en revanche beaucoup plus difficiles à synthétiser que ces derniers. Ils constituent un ensemble d'éléments qualitatifs difficile à isoler et à quantifier. C'est d'ailleurs probablement la raison pour laquelle ces facteurs, principalement d'ordre politique ou institutionnel, ne sont pas suffisamment étudiés dans la littérature³.

Deux méthodes sont généralement avancées pour tenir compte de l'influence de ces facteurs. La plus courante consiste à retenir comme indicateur, l'indice de popularité du candidat ou de son parti. Ces indices fournissent en effet une synthèse de l'opinion des électeurs quant aux performances du gouvernement sur tout un éventail de sujet. Cette approche a le net avantage de la parcimonie⁴. Elle ne fournit toutefois guère d'explication quant à la façon dont ces facteurs non économiques influencent les résultats électoraux. Elle indique simplement qu'une popularité élevée accroît le nombre de voix en faveur du sortant.

La seconde approche a consisté à prendre directement en compte les facteurs politiques ou institutionnels susceptibles d'influencer la décision électorale. La liste de facteurs susceptibles d'être introduits est alors longue. Parmi les facteurs politiques, on peut mentionner l'idéologie et l'image du parti sortant, l'usure du pouvoir, l'influence de la guerre ou d'événements politiques particuliers, l'importance de l'abstention... Les facteurs institutionnels se rapportent quant à eux au mode de scrutin, au nombre de partis présents aux élections, au type d'élections (présidentielles, législatives...).

² L'argument de la plus grande pertinence du vote sociotropique pose certains problèmes à l'analyse économique du vote. En effet, elle s'oppose assez largement à l'hypothèse de rationalité selon laquelle les agents décident avant tout en fonction de leur situation personnelle

³ Un grand nombre d'études n'introduisent que des facteurs économiques.

⁴ ce qui est particulièrement utile lorsque le nombre d'élections et donc d'observations dont on dispose pour l'étude économétrique est faible

3. Les fonctions de vote pour les pays en transition

De par leur particularité économiques et politico-institutionnelles, l'analyse des fonctions de vote dans le cas des pays en transition est particulièrement intéressante. En particulier, elle soulève un certain nombre de questions quant à la similitude des comportements électoraux entre ces pays et les pays occidentaux. Un certain nombre d'études empiriques visant à appliquer la logique des fonctions de vote aux pays en transition ont été menées. Comme nous le verrons, certaines questions demeurent en suspens.

3.1. L'application des fonctions de vote aux pays en transition

L'application des fonctions de vote aux pays en transition soulève plusieurs interrogations de stabilité spatiale des théories initiales. En effet, comparativement aux anciennes démocraties et économies de marché, la double situation de transition politique et économique peut modifier les résultats obtenus précédemment. Premièrement, les variables économiques pertinentes pour capter l'influence de l'économie sur les résultats politiques dans le cas d'une économie en transition, donc connaissant des chocs structurels importants, restent-elles l'inflation et le chômage comme pour les démocraties occidentales ? De plus, l'expérience et la connaissance des individus en matière de fonctionnement des économies de marché pose la question à la fois de l'hypothèse de responsabilité du gouvernement pour les électeurs et du caractère rétrospectif ou prospectif du vote. Concernant l'hypothèse de responsabilité, on peut *a priori* penser qu'elle joue de façon encore plus claire que dans les vieilles démocraties. Pour bon nombre d'individus, et notamment pour ceux qui subissent le coût des restructurations ou inversement qui largement bénéficient des réformes, la responsabilité est claire. Elle est celle des gouvernants qui ont initié les réformes. On peut donc peut-être s'attendre à ce que les électeurs des pays de l'est soient plus égocentriques que sociotropiques, jugeant les réformes du gouvernement plus en fonction de leurs conséquences pour leur situation personnelle que pour le pays en général. Mais cela conduit également à penser que les élections dans les pays en transition économique ne sont pas seulement un référendum sur la gestion du sortant (comme le suggère l'hypothèse de

responsabilité) mais également un référendum sur la transition. Dans ce cas, le vote concernant les partis politiques liés à l'ancien régime communiste comporte deux composantes. D'une part, il s'agit d'exprimer des préférences sub-constitutionnelles, portant sur les politiques à l'intérieur du cadre politique et institutionnel, et d'autre part des préférences constitutionnelles qui portent sur le cadre politique et institutionnel lui-même (Buchanan [1989]). Il est en tout cas généralement avancé que les difficultés économiques induites par le passage à l'économie de marché suscitent du ressentiment à l'égard des réformes, voire le désir d'un retour aux temps anciens, articulant ainsi les deux composantes des préférences individuelles.

Enfin, l'étude de l'influence des facteurs politico-institutionnels dans le cas des pays en transition présente certaines particularités. Il n'existe notamment pas de données, ou au moins de données fiables, sur la popularité des gouvernants. Cela limite donc les possibilités d'évaluation de l'influence des facteurs politiques. En revanche, les pays de l'est offrent une très grande diversité de structure politico-institutionnelle (régime de type présidentiel ou parlementaire, scrutin proportionnel ou majoritaire...) et des histoires politiques différentes (en particulier quand à leur connaissance des institutions démocratiques).

3.2. Les études empiriques antérieures

La première tentative d'application des fonctions de vote aux pays de l'est est antérieure au changement de régime, et date de 1981 (Lafay [1981]). En l'absence de tout scrutin démocratique et de sondage, elle expliquait les changements gouvernementaux par les évolutions de prix et de salaires ainsi que par l'état de la balance des paiements. Depuis la fin des régimes communistes et avec l'apparition d'élections démocratiques, les études pour les pays d'Europe de l'est portant sur les fonctions de vote se sont développées. Elles s'appliquent à tester les interactions des conditions économiques sur les comportements électoraux dans le cadre de pays connaissant une transition à la fois économique et politique (Tucker [2002]). Pour autant, la spécificité de cette double transition n'apparaît pas dans les modèles théoriques sous-jacents. Ces modèles restent identiques à ceux utilisés pour les démocraties occidentales plus anciennes,

notamment en ce qui concerne l'hypothèse de responsabilité économique du gouvernement sortant. En revanche, la construction des modèles empiriques présente certaines particularités. Ainsi, ces études reposent sur des choix particuliers concernant les résultats électoraux à expliquer et les variables économiques explicatives pertinentes.

Au moins quatre éléments permettent de distinguer les différentes études (tableau I) : le niveau de construction des fonctions empiriques (fonction microéconomique ou agrégée), l'étendue spatiale et temporelle des études économétriques, le choix des variables économiques explicatives, et enfin le choix de la variable expliquée. Premièrement, une partie des études s'intéressent plus particulièrement aux choix politiques des individus, et sont construites à partir de sondage de sortie des urnes (Powers & al [1997] et Colton [1996]) ou de sondage sur les intentions de vote des électeurs (Harper [2000]). La seconde partie des études considère des données agrégées au niveau régional pour les résultats électoraux et les évolutions économiques (Bell [1997], Fidrmuc [2000a] et [2000b], Gibson & al [1995], Pacek [1994], Tucker [2000] et [2001]). A ces différences de niveaux d'analyse sont associées des différences dans les effets des variables économiques sur les décisions de vote. En effet, les conditions économiques et leurs évolutions ont plus d'impact sur les fluctuations politiques à un niveau agrégé qu'à un niveau individuel. Cette moindre influence des données économiques semble s'expliquer par l'introduction de variables synthétiques captant déjà une partie de l'effet de l'économie sur les choix politiques, notamment l'évaluation des réformes (Harper [2000]), le jugement porté sur le passé communiste (Powers & al [1997]), ou les affinités partisans et les préférences sur les enjeux électoraux (Colton [1996]). La présence de ces variables tend à affecter la taille et la significativité des coefficients des variables économiques (Tucker [2002]).

L'étendue spatiale et temporelle des tests économétriques diffère également de manière significative entre les études. Ainsi les données statistiques peuvent porter sur une élection unique et un pays unique (Gibson & al [1995], Powers & al [1997]), sur une seule date et plusieurs pays (Harper [2000]), sur un seul pays et plusieurs élections (Bell [1997]), et enfin sur plusieurs pays et

plusieurs élections (Fidrmuc [2000a] et [2000b], Pacek [1994], et Tucker [2000] et [2001]). Le petit nombre d'observations par pays s'explique par le nombre restreint de scrutins ayant eu lieu depuis le début de la transition. Par ailleurs, l'étendue spatiale des études est relativement restreinte. En effet, parmi les 27 pays concernés par la transition politique et économique en Europe de l'Est, seuls 8 pays ont été traités, avec une très forte présence de la Pologne (pays le plus analysé) et des deux composantes de l'ancienne Tchécoslovaquie. Deux raisons au moins peuvent expliquer cette concentration, d'une part la difficulté de constitution et de collecte des données politiques, électorales et économiques, et d'autre part le caractère peu démocratique de certaines élections qui rend leur interprétation difficile.

Enfin, l'ensemble des études n'utilise pas les mêmes variables économiques explicatives et ne cherche pas à expliquer le même résultat électoral. Le taux de chômage est la variable économique la plus présente, ainsi que les salaires ou les revenus. Ces deux données sont généralement complétées par une tentative de prise en compte des spécificités de la transition économique notamment au travers du rythme de privatisation, de la structure de la population par secteurs d'activité, etc. Concernant le résultat politique à expliquer, il s'agit de la principale adaptation des modèles économétriques traditionnels à la spécificité de la transition politique. En effet, les modèles de vote pour les démocraties occidentales expliquent les suffrages obtenus soit par le parti politique sortant, soit par les grandes coalitions politiques (gauche ou droite). L'application au cas particulier des pays en transition modifie le choix des suffrages obtenus à expliquer. Premièrement, la réponse la plus simple repose sur l'explication simultanée des suffrages obtenus par tous les partis politiques ou coalition présents (Bell [1997], Gibson & al [1995], Fidrmuc [2000a]), c'est-à-dire sur le fait de ne pas choisir la variable expliquée. Par ailleurs, l'étude pionnière (Pacek [1994]) se contente d'une simple application de la problématique des démocraties plus anciennes aux nouvelles des pays d'Europe de l'est, avec les explications habituelles de la participation électorale et du vote en faveur des partis d'opposition (c'est-à-dire les partis qui ne sont pas sortants). Par la suite, les études développées se sont attachées à

expliquer les suffrages des partis d'ancien régime et de nouveau régime (Tucker [2001]), des partis réformistes, de gauche et nationalistes (Fidrmuc [2000a] et [2000b]), et des partis post-communistes (Harper [2000]). Ces choix permettent d'une part d'intégrer la spécificité politique des pays concernés par la transition, et d'autre de mettre en évidence l'impact de la qualité de parti sortant sur les résultats électoraux (Fidrmuc [2000], Tucker [1999]). Il apparaît notamment que les conditions économiques ont un effet plus important pour le parti leader d'une coalition que pour les autres partis de la coalition, et que l'hypothèse de responsabilité des partis sortants rapproche le fonctionnement du processus électoral des pays en transition concernant l'impact des évolutions économiques du fonctionnement des démocraties occidentales.

4. Présentation de la base

L'étude se concentre sur les 27 pays dits en transition pour lesquels nous disposons de données électorales et économiques. A ce stade, l'échantillon retenu est davantage le résultat de contraintes d'accès aux données que d'ambitions quantitatives. C'est pourquoi, parmi les 27 pays, seuls 14 d'entre eux seront retenus⁵. Pour chaque pays, il a été possible de constituer un échantillon homogène et cohérent comportant les résultats électoraux des 2 dernières élections législatives et les taux de croissance du Produit National Brut pour les années précédant les scrutins. La période considérée porte sur les années 1990 à 2002.

A l'instar des précédents travaux empiriques, l'analyse des relations entre économie et vote dans les pays en transition soulève de réels défis statistiques.

Le premier concerne le choix de la méthode d'estimation. Souvent, les auteurs font appel à des méthodes en coupe instantanée afin d'étudier élection par élection le poids des déterminants économiques sur le vote. Le principal inconvénient de cette méthode est de faire abstraction des effets dynamiques liés à l'analyse des pays en transition. Une autre solution aurait consisté à

⁵ Sont écartés l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Bosnie-Herzégovine, l'Estonie, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Lettonie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Pour ces pays, il ne nous a pas été possible de retrouver les résultats électoraux souhaités.

raisonner en séries chronologiques, or le faible nombre d'élections pour la période considérée nous conduit à abandonner cette voie. Dès lors, nous avons retenu une estimation en données mélangées (*pooled data*) c'est-à-dire qui considère simultanément plusieurs élections dans plusieurs pays afin de capter le mieux possible les effets longitudinaux et transversaux.

4.1. Variable expliquée

Contrairement à la majorité des travaux précédents, nous avons fait le choix d'expliquer le vote communiste ce qui permet à la fois de tester l'hypothèse de responsabilité des gouvernants mais également d'étudier la validité potentielle de l'hypothèse de nostalgie. La première hypothèse correspond à la composante traditionnelle des préférences électorales. La seconde hypothèse traduit le fait que les électeurs expriment des regrets par rapport à l'ancien régime en place lorsque les conditions économiques sont défavorables (C'est l'adage populaire «c'était mieux avant »).

Méthodologiquement, nous avons retenu les résultats électoraux (pourcentage de voix) obtenus par les partis communistes et les partis politiques qui leur sont proches lors des deux dernières élections parlementaires. En dehors de ces élections, nous observons une forte instabilité dans les séries politiques et économiques traduisant une déconnection totale des résultats électoraux et des conditions économiques qui président au vote. Par exemple, la Roumanie connaît un vote communiste fortement majoritaire (66,3 %) lors des élections de mai 1990, puis minoritaire en 1992 (37,9 %) et un vote proportionnellement majoritaire (43,6%) lorsque le parti communiste (le FSN puis le PDSR)⁶ est revenu aux responsabilités.

Un certain nombre de difficultés sont apparues lors de la reconstitution de la série chronologique du vote communiste. Tout d'abord, au lendemain de la chute du mur de Berlin, le paysage politique des pays en transition s'est transformé en une véritable mosaïque de partis

⁶ Le FSN (National Salvation Front) a remporté les élections de 1990 avant de dissoudre lors des élections de 1992 en parti FDSN (Democratic National Salvation Front) et aujourd'hui appelé PDSR (Romanian Social Democratic Party).

politiques avec comme conséquence une offre multipartite fortement instable autour des premières élections libres. Par ailleurs, on constate la présence d'un grand nombre de pays fonctionnant sous un système de scrutin proportionnel qui rend les majorités instables et se traduit pour le parti communiste par la recherche permanente d'alliances. Cette situation pose des problèmes lorsqu'il s'agit d'attribuer la responsabilité politique au parti communiste d'une politique économique qu'il a conduite avec des partis de centre droit ou indépendants. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de retenir les seuls votes des partis communistes clairement identifiés et non pas le score de l'alliance sortante⁷.

4.2. Variables explicatives

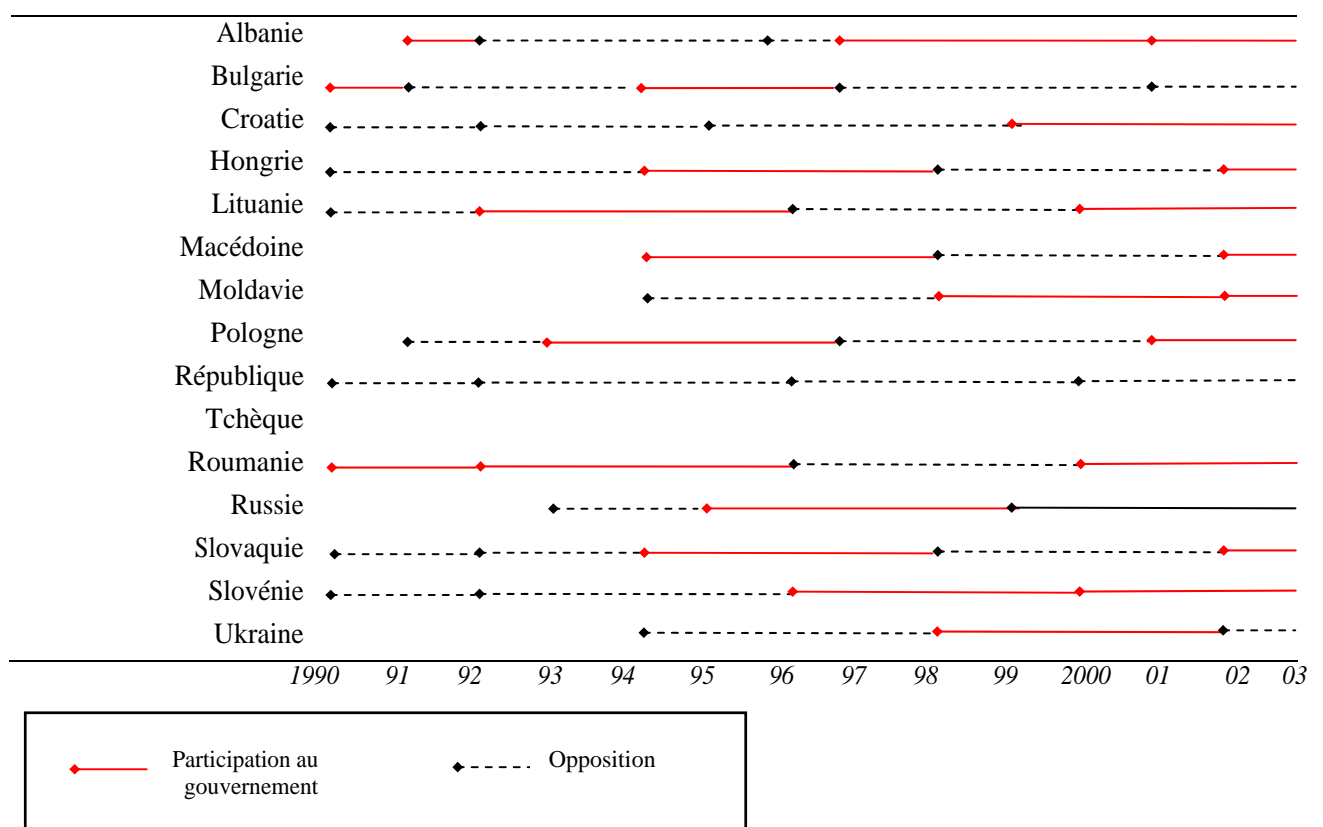
Le choix des variables explicatives doit rendre compte le plus finement possible des interactions politico-économiques au sein des pays en transition. Avant de présenter ces variables, il est nécessaire de rappeler les contraintes techniques qui ont pesé sur le choix et le nombre de variables exogènes. Etant donné les problèmes de disponibilité des données, notre échantillon ne comprend, comme il a été dit précédemment, que 14 pays ce qui limite sérieusement le nombre de variables explicatives que l'on peut introduire dans les estimations. Dès lors, nous avons décidé de nous concentrer sur les seules variables macroéconomiques.

Parmi elles, le taux de croissance annuel du PNB permet de capter l'effet de l'amélioration globale de l'économie d'un pays d'une année sur l'autre. Nous avons pris en considération la différence du taux de croissance du PNB entre l'année précédant l'élection (t-1) et l'avant-dernière année avant l'élection (t-2). De la sorte, nous sommes en mesure de saisir l'effet dynamique de l'amélioration (ou de la détérioration) des richesses produites. Les deux autres variables, régulièrement introduites dans les modèles d'économie du vote, concernent le niveau

⁷ Une série de tests empiriques a été effectuée en retenant comme variable expliquée le score obtenu par le gouvernement sortant. Etant donné la présence récurrente de gouvernements d'alliance, il était impossible de parvenir à une spécification suffisamment rigoureuse de l'alliance pour interpréter la responsabilité de la politique économique. A titre d'exemple, il n'est pas rare qu'un parti socio-démocrate cohabite quelques mois avec un gouvernement libéral avant de rejoindre durant la même législature une coalition de centre-droit et de démissionner du gouvernement quelques mois avant l'échéance électorale.

d'inflation et le taux de chômage. Ici, le niveau d'inflation n'a pas été retenu en raison des taux atteints dans certains pays des Balkans (dont la Yougoslavie), posant de délicats problèmes de comparabilité des données. Concernant le taux de chômage, nous ne disposons pas de données statistiques pour tous les pays de l'échantillon au-delà de 1999. Or, cela revenait à faire l'impasse sur 12 élections (figure 1) qui se sont déroulées après 1999. C'est pourquoi, cette variable n'a pas été retenue.

Figure 1 : Périodes d'alternance politique (parti communiste)



Nous constatons que ces données rendent compte d'une variance importante, traduisant une volatilité politique du vote communiste et une transformation réelle des structures économiques.

5. Résultats

Plusieurs relations ont été estimées, chacune étant de la forme suivante :

$$(1) \quad V_{it} = \alpha + \beta PNB1_{it} + \varepsilon_{it}$$

La première relation (1) indique que le vote communiste (exprimé en pourcentage de voix obtenues pour le pays i lors de l'élection t) est déterminé par le différentiel de croissance du PNB pour chaque pays i lors de l'élection t . Le terme d'erreurs ε_{it} est identiquement et normalement distribué. La relation (1) est la forme la plus simple permettant de tester l'hypothèse dite de nostalgie du régime communiste. Ici, nous attendons un signe négatif de la variable PNB1 car plus les conditions économiques s'améliorent et moins les électeurs regrettent le régime communiste (et inversement).

La deuxième relation,

$$(2) \quad V_{it} = \alpha + \delta PNB2_{it} + \varepsilon_{it} \quad \text{avec } PNB2_{it} = PNB1_{it} * Sort_{it}$$

considère que l'hypothèse de responsabilité politique est la plus adéquate pour capturer l'influence des interactions politico-économiques. C'est pourquoi, nous avons introduit une variable indicatrice ($Sort$)⁸ qui prend la valeur 1 lorsque le parti communiste appartient au gouvernement sortant et -1 lorsqu'il appartient à l'opposition. La variable multiplicative PNB2 indique le différentiel de croissance de PNB à partir duquel les électeurs pourront construire leurs choix électoraux. Le signe attendu de PNB2 est positif car plus la croissance est élevée, plus le gouvernement sortant est récompensé ou conforté dans sa politique (et inversement). Ce résultat est comparable avec ceux obtenus dans le cas des estimations portant sur les démocraties occidentales. Il n'y a donc pas sur ce point une spécificité du comportement de l'électorat des pays en transition.

Enfin, une troisième relation qui tient simultanément compte des deux effets décrits en (1) et (2) a été estimée. Elle est de la forme :

$$(3) \quad V_{it} = \alpha + \beta PNB1_{it} + \delta PNB2_{it} + \varepsilon_{it}$$

Tableau 2 : Données statistiques

Pays	Votes (%) élection 1	Votes (%) élection 2	PNB élection 1 (t-1)-(t-2)	PNB élection 2 (t-1)-(t-2)
Albanie	41,5	52,8	0	7,3
Bulgarie	17,1	22,5	5,0	2,4
Croatie	40,8	20,5	2,5	6,5
Hongrie	44,2	36,9	4,5	5,2
Lituanie	31,1	16,1	-4,2	5,1
Macédoine	42,6	36,8	2,0	5,1
Moldavie	50,1	30	0	-4,4
Pologne	41,0	31,8	4,1	4,1
République Tchèque	18,5	11,0	3,5	3,1
Roumanie	43,6	21,5	-3,2	-5,4
Russie	24,3	22,3	-4,6	0,8
Slovaquie	6,3	2,8	3,0	2,2
Slovénie	12,1	9,0	5,0	3,8
Ukraine	20,8	24,25	3,5	6,0

Source : BERD (2001), www.parties-and-elections.de⁹

A l'instar des premières études sur les pays en transition, notre méthode d'estimation confirme l'influence significative de l'économie sur le vote. En effet, à la lumière des résultats présentés dans le tableau 3¹⁰, les relations (1) et (2) nous indiquent clairement que la situation économique des pays en transition, ici mesurée par le taux de croissance du PNB, reste toute chose égale par ailleurs défavorable au parti communiste. La relation 1 indique que de bonnes conditions économiques réduisent le soutien politique du parti communiste, que celui-ci appartienne à la coalition sortante ou non. Ainsi, lorsque le niveau de richesses produites s'améliore en tendance de 1 point de pourcentage à l'approche de l'échéance électorale, le parti communiste enregistre une perte de 0,66 point de pourcentage de votes.

Le coefficient de la variable PNB2, à son tour significativement différente de zéro, nous

⁸ Dans notre étude, la variable Sort prend la valeur 1 dans 6 cas sur 14 lors de l'élection 1 (c'est-à-dire la plus proche d'aujourd'hui), et dans 7 cas sur 14 lors de l'élection 2 (c'est-à-dire se déroulant en moyenne au cours de la deuxième partie des années 90).

⁹ Plusieurs sources Internet ont été mobilisées pour établir avec précision le score des différents partis présents aux élections législatives et la nature des coalitions formées au sein des 27 pays de l'échantillon initial. Parmi elles : www2.essex.ac.uk/elect/database, www.electionworld.org, www.europeanforum.bot-consult.se.

¹⁰ L'utilisation des données mélangées autorise la flexibilité de la constante. Trois tests permettent alors de déterminer la spécification de la constante à retenir (tests de Fisher, Breusch-Pagan et Hausman). Ces tests nous indiquent qu'un modèle à effets fixes est à retenir pour notre étude. Les valeurs des constantes ne sont pas reproduites ici mais sont disponibles sur demande.

renseigne sur le degré de responsabilité politique endossée par le parti communiste lorsque ce dernier participe à un gouvernement. Avec le signe positif attendu, nous en déduisons que les électeurs récompensent positivement un gouvernement qui contribue à l'accroissement des richesses produites dont l'électorat peut anticiper en retour un niveau de redistribution favorable. Contrairement à la régression précédente, chaque point de croissance supplémentaire avant l'élection contribue à augmenter de 0,5 point de pourcentage le score du parti communiste sortant. Ce résultat sur la responsabilité du parti communiste en tant que sortant peut être nuancé par le fait que rares sont leurs expériences de gouvernement sans le soutien d'autres partis. A cet égard, une prochaine étape de cette recherche consistera à capturer l'effet de participation à une coalition gouvernementale pour le parti communiste car le degré de responsabilité peut être géré de manière forte différente (sortie du gouvernement, renforcement, dissolution...) selon les résultats économiques enregistrés et connus avant l'échéance législative.

Tableau 3 : Résultats de l'estimation

	Croissance économique et vote communiste		
	(1)	(2)	(3)
PNB1	-0,66*** (-5,05)	-	-0,64*** (-8,42)
PNB2	-	0,50* (2,05)	0,48** (2,78)
R ² aj.	0,71	0,66	0,74
N	28	28	28

En résumé, nous tirons de la relation (3) un premier enseignement intéressant : la spécification choisie en (1) et (2) se stabilise et donne des résultats conformes à la théorie économique du vote. Si on fait la somme des deux coefficients de l'équation 3, on obtient une valeur négative ce qui signifie que globalement l'effet nostalgie dépasse l'effet de responsabilité. En d'autres termes, le parti communiste sortant même en cas de mauvaises performances bénéficie de l'effet nostalgie (1 point de taux de croissance du PNB en moins lui apporte un surcroît de 0,64 point de pourcentage des suffrages) qui fait plus que compenser l'effet de

responsabilité (1 point de taux de croissance du PNB en moins réduit de 0,48 point de pourcentage ses suffrages). La qualité de l'estimation est donnée par le niveau du R^2 ajusté (0,74%). Sans doute ce niveau aurait-il pu être amélioré s'il était statistiquement possible d'intégrer un plus grand nombre de variables explicatives, en commençant par les variables macroéconomiques précédemment citées et des variables institutionnelles capables de prendre en compte l'environnement dans lequel les électeurs évoluent et prennent leurs décisions de vote. Toutefois, la taille de l'échantillon limite les possibilités d'utiliser un plus grand nombre de variable exogènes car ces dernières réduiraient le nombre de degré de liberté nécessaire.

Pour réduire ce biais, le recours à un échantillon de plus grande taille supposerait par exemple de raisonner en données individuelles par région ou bien de parvenir à identifier précisément pour les 12 pays hors échantillon l'évolution de l'ex-parti communiste.

D'autres améliorations pourraient être apportées, notamment en ce qui concerne la spécification de l'environnement institutionnel et socio-politique. La nature du scrutin, le type de régime, la stabilité des coalitions ou encore la religion sont autant de variables exogènes capables de mieux prendre en compte les déterminants du vote au sein des pays en transition. Concernant le type de régime, il importe de souligner que la présence d'une majorité de pays fonctionnant sous un régime présidentiel (avec un Parlement actif) pose avec acuité la question de la mesure de l'hypothèse de responsabilité de la politique économique conduite. Autrement dit, l'ensemble des pays pour lesquels des élections présidentielles interviennent systématiquement avant les élections législatives devrait être analysés économétriquement par l'introduction d'autres variables explicatives.

6. Conclusion

L'extension du champ spatial de l'application des fonctions de vote aux pays en transition de l'Europe de l'est permet de mettre en évidence deux conclusions concernant les comportements électoraux et leurs relations avec les conditions économiques. La première conclusion est que

l'hypothèse de responsabilité du gouvernement sortant influe tout autant sur les décisions électorales des citoyens de l'Europe de l'est que des pays occidentaux. La seconde est l'existence d'un effet nostalgie, c'est-à-dire le regret induit par les conséquences économique et politique de la transition, qui joue en sens inverse et tant à limiter l'influence des mauvaises conditions économiques sur les voix du sortant. Il s'agirait de voir dans quelle mesure cet effet sera persistant avec l'éloignement temporel de l'ancien régime communiste.

Bibliographie

- Anderson L., Lewis-Beck M. et Stegmaier M.**[2003], "Post-Socialist Democratization : A Comparative Political Economy Model of the Vote for Hungary and Nicaragua", forthcoming in *Electoral Studies*.
- Bell J.** [1997], "Unemployment matters: voting patterns during the economic transition in Poland, 1990-1995", *Euro-Asia Studies*, 49(7) : 1263-91.
- Buchanan J.** [1989], "The Constitutional Political Economy", *Constitutional Political Economy*, 1(1) : 1- 25.
- Colton J.**[1996], "Economics and voting in Russia", *Post-Soviet Affairs*, 12(4) : 289-318.
- Dethier, J.-J., Ghanem H. & Zoli E.** [1999], "Does Democracy Facilitate the Economic Transition", *Journal for Institutional Innovation, Development and Transition*, 3, 15-30.
- De Melo M., Denizer C., Gelb A. and Tenev S.** [2001], "Circumstance and Choice : The Role of Initial Conditions and Policies in Transition Economies", *The World Bank Economic Review*, 15(1) : 1-31.
- Dubois E. et Fauvelle-Aymar C.** [2003], "Vote functions in France and the 2002 election forecast", in M.S. Lewis-Beck (ed.), *The French Voter: Before and After the 2002 Elections*, Palgrave Press (à paraître).
- Fidrmuc J.** [2000a], "Political Support for Reforms: Economics of Voting in Transition Countries", *European Economic Review*, 44(2000) : 1491-1513.
- Fidrmuc J.** [2000b], "Economics of Voting in Post-Communist Countries", *Electoral Studies*, 19(2000) : 199-217.
- Gibson J. et Cielecka A.** [1995], "Economic influences on the political support for market reform in post-communist transitions: some evidence from the 1993 Polish parliamentary elections", *Euro-Asia Studies*, 47(5) : 765-85.
- Harper M.** [2000], "Economic voting in postcommunist Eastern Europe", *Comparative Political Studies*, 33(9) : 1191-227.
- Lafay J-D.** [1981], "Empirical Analysis of Politico-economic Interaction in East European Countries", *Soviet Studies*, 33(3) : 386-400, juillet.
- Lewis-Beck M. et Paldam M.** [2000], "Economic Voting : An Introduction", *Electoral Studies*, 19 : 113-121.
- Nannestad P. et Paldam M.** [1994], "The VP-Function : a Survey of the Literature on Vote and

Popularity Functions after 25 years", *Public Choice*, 79 : 213-245.

Pacek A. [1994], "Macroeconomic conditions and electoral politics in East Central Europe", *American Journal of Political Science*, 38(3) : 723-44.

Powers D. et **Cox J.** [1997], "Echoes from the past: the relationship between satisfaction with economic reform and voting behaviour in Poland", *American Political Science Review*, 91(3) : 617-33.

Tucker J. [2001], "Economic conditions and the vote for incumbent parties in Russia, Poland, Hungary, Slovakia, and the Czech Republic from 1990-1996", *Post-Soviet Affairs*, 17(4) : 309-31.

Tucker J. [2002], "The first decade of Post-communist elections and voting: what have we studied, and how have we studied it ?", *Annual Review of Political Science*, 5 : 271-304.

This document was created with Win2PDF available at <http://www.daneprairie.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.